

ADDITIF EN REPONSE A L'AVIS DE LA MRAE SUR LE PROJET

Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Communauté d'Agglomération Nord Grande-Terre



Version pour dossier d'enquête publique

Eléments de réponse technique à l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) sur le projet du SCoT

Introduction de la Nord Grande Terre et positionnement sur l'avis MRAe :

Il apparaît que l'avis de la MRAe fait état d'un manque de connaissance réglementaire quant au contenu d'un SCoT et de sa procédure (territorialisation, secteur de projet, consommation d'espace, continuité écologique...).

L'avis rendu sur le projet de SCoT de Nord Grande Terre contient ainsi des erreurs formelles, donnant ainsi une vision erronée du projet des élus et de leur engagement en matière de protection de l'environnement.

Il apparaît par ailleurs que l'essentiel l'avis de la MRAe ne porte que sur l'analyse des incidences et Etat Initial de l'Environnement (EIE) en faisant l'impasse sur l'ensemble des documents qui constituent l'évaluation environnementale du SCoT et notamment la justification du projet, l'articulation du projet et le programme d'action du SCoT qui vient judicieusement et de façon très opérationnelle compléter le DOO pour réaliser les objectifs portés par les élus du Nord Grande Terre dans leur PAS.

In fine, les observations formulées relèvent majoritairement de **compléments aisément intégrables**, consistant en des précisions techniques ou des ajustements rédactionnels. Ces demandes ne remettent en cause ni **la cohérence globale du projet**, ni l'ambition portée par les élus en matière de préservation des milieux naturels, de sobriété foncière et de développement durable pour le Nord Grande-Terre.

Par ailleurs, la structure de l'avis de la MRAe présente certaines ambiguïtés, notamment du fait que les observations ne précisent pas toujours clairement les éléments de l'évaluation environnementale à compléter ou parce qu'elles mêlent des remarques portant sur des pièces de natures différentes. Plusieurs recommandations se recoupent également, ce qui peut rendre la lecture moins aisée.

Afin de faciliter la compréhension de l'avis par le grand public et d'en restituer une lecture plus structurée, **la réponse de la CANGT est organisée par grandes thématiques**, en regroupant les observations similaires et en évitant les redites. Cette présentation permet de clarifier les enjeux, de répondre de manière cohérente à chaque point soulevé et d'améliorer la lisibilité d'ensemble du document



Remarque d'ensemble de la MRAE sur l'organisation du document et les grands éléments de son contenu

Recommandation MRAE : Il est recommandé de compléter la carte de synthèse des secteurs susceptibles d'être impactés par une hiérarchisation des niveaux de sensibilité environnementale et l'identification des zones de cumul d'enjeux. Une légende graduée et un bref commentaire permettraient de mieux visualiser les effets croisés du schéma de cohérence territoriale et de prioriser les mesures d'évitement et de réduction, conformément aux bonnes pratiques observées dans d'autres territoires.

Réponse Nord Grande Terre : un complément sera bien apporté pour améliorer la lisibilité des SSEI et hiérarchiser les sensibilités, tout en maintenant une analyse cohérente avec l'échelle stratégique du SCoT.

Il convient en préalable de rappeler que les SSEI (Secteurs Susceptibles d'Être Impactés) constituent, par définition, une **analyse potentielle** des secteurs susceptibles d'être concernés par des incidences, et **non une identification exhaustive** des secteurs qui seront effectivement impactés. Ils délimitent un périmètre volontairement large permettant d'anticiper les interactions possibles entre le projet de SCoT et les milieux naturels concernés et non de figer des contours opérationnels du développement urbain du Nord Grande Terre. À ce titre, les SSEI représentent un **champ de précaution élargi**, volontairement plus vaste que les seules zones où des incidences seront avérées lors des opérations futures.

La **méthode utilisée** (croisement statistique des types de milieux, analyse des sensibilités et superposition des continuités écologiques) **permet déjà d'identifier les principaux enjeux en matière d'incidences négatives de manière extrêmement fiable**. Elle constitue une démarche adaptée à un document stratégique comme le SCoT, qui n'a pas vocation à atteindre le niveau de précision cartographique mobilisé dans les PLU et PLUi.

La recommandation de la MRAe fait ainsi vraisemblablement référence en **matière de bonnes pratiques observées sur d'autres territoires**, mises en œuvre dans le cadre de documents d'urbanisme locaux (PLU/PLUi), dont la granularité permet des analyses d'incidences beaucoup plus fines. À l'échelle du SCoT, le cadre réglementaire ne permet pas d'atteindre le niveau de précision cartographique mobilisé dans les PLU. Pour autant, **un complément proportionné sera apporté**, sous la forme d'une hiérarchisation graduée des sensibilités et d'une lecture synthétique des zones concernées, dans le respect du niveau d'échelle pertinent pour un document stratégique.

Ce complément permettra d'explicitier que **les secteurs évoqués par la MRAe ne se cumulent pas**, car ils sont **d'ores et déjà évités ou encadrés** par les prescriptions du SCoT, qui prévoient des dispositions spécifiques dans les zones présentant des enjeux environnementaux ou réglementaires particuliers. Il convient également de préciser que **le tableau de synthèse des SSEI présente déjà une gradation des niveaux d'enjeux et identifie clairement les cumuls en quantifiant précisément**.

Recommandation MRAE *Simplifier la présentation cartographique du dossier, en particulier celle de la trame verte et bleue, afin d'en améliorer la lisibilité et la compréhension par le public. Elle suggère de produire des cartes de synthèse thématiques ou des versions allégées des documents techniques, permettant d'identifier plus clairement les principaux enjeux territoriaux et environnementaux.*



Réponse Nord Grande Terre : Un recueil cartographique pourra être produit à une échelle plus lisible pour le public, notamment les cartes relatives à la trame verte et bleue.

Recommandation MRAE : *Renforcer la cohérence de l'ensemble, par exemple en regroupant dans un seul document les annexes (sauf le résumé non technique) relevant de l'évaluation environnementale, en harmonisant les sommaires, en introduisant des renvois entre pièces ou en intégrant des schémas de synthèse.*

Réponse Nord Grande Terre : Afin d'améliorer la lisibilité d'ensemble, un **rappel structuré du contenu des annexes et de leur répartition** sera ajouté en introduction des annexes et de l'analyse des incidences. Cette clarification facilitera le cheminement du lecteur et renforcera la compréhension transversale des pièces.

Recommandation MRAE *Une telle mise en cohérence permettrait de mieux valoriser la qualité du contenu, de faciliter la lecture transversale du document et de rendre plus perceptible la logique d'ensemble du projet, tant pour les partenaires institutionnels que pour le grand public.*

Réponse Nord Grande Terre : Les annexes de l'évaluation environnementale sont réparties dans plusieurs documents afin de permettre au lecteur d'accéder, au bon endroit, aux éléments d'analyse directement liés aux différentes composantes du projet de SCoT. Cette organisation vise à assurer une lecture cohérente, en rapprochant chaque partie thématique des pièces du dossier auxquelles elle se rattache.

Recommandation MRAE *actualiser le résumé non technique suite aux compléments et corrections apportés à l'étude d'impact dans le cadre du présent avis.*

Réponse Nord Grande Terre : Cette mise à jour sera réalisée afin d'assurer la cohérence d'ensemble du dossier.

Recommandation MRAE *analyser les interdépendances entre les différentes thématiques, notamment liés aux effets du changement climatique, et de compléter le diagnostic et la hiérarchisation des enjeux.*

Réponse Nord Grande Terre : s'agissant des interdépendances entre thématiques, il convient de rappeler que l'analyse croisée constitue le principe même de la démarche méthodologique retenue pour l'analyse des incidences. L'évaluation intègre déjà une lecture matricielle permettant d'identifier les interactions entre milieux, risques, usages et effets du changement climatique. Cette approche dynamique est mobilisée tout au long du diagnostic et de la hiérarchisation des enjeux.

Un complément rédactionnel pourra toutefois être intégré, afin de rendre plus explicite la logique transversale déjà appliquée dans l'analyse et de faciliter la lecture de ces interactions pour l'ensemble des parties prenantes

Analyse de la mesure de la consommation d'espaces et de la trajectoire ZAN

Recommandation MRAE *Mettre à jour l'état initial de l'environnement (Annexe 2) en analysant la consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers sur la période de référence légale (2011-2021), et en s'appuyant sur les données les plus récentes (ex : Karucover 2022).*

Réponse Nord Grande Terre : Une cartographie complémentaire dans l'EIE pourra être produite sur la base d'une **analyse diachronique Karucover 2010–2022**, permettant d'intégrer les données les plus récentes et de s'aligner sur la période de référence 2011-2021.

Recommandation MRAE *Intégrer dans l'état initial de l'environnement (et non seulement en Annexe 3) une justification technique détaillée et attestée de la méthode de calcul retenue*



(croisement de données, photo-interprétation) permettant d'établir le chiffre de référence de 385 ha, et de démontrer sa conformité par rapport à la donnée du portail national.

Réponse Nord Grande Terre :

Une synthèse pédagogique de la méthode exposée **en Annexe 3 sera intégrée directement dans l'État Initial de l'Environnement**, afin d'en faciliter la lecture et de garantir une compréhension homogène des sources, croisements de données et traitements utilisés.

Il convient de rappeler que la méthode déployée par la CANGT repose sur :

- une photo-interprétation fine des évolutions de l'occupation de l'espace
- des données des permis de construire,
- une vérification de terrain, ce qui assure un niveau de précision supérieur aux seules données brutes du portail national de l'artificialisation.

Les données issues du portail national reposent notamment sur les bases DGFIP, qui connaissent en Guadeloupe des problèmes de fiabilité très importants, comme le précise notamment la MRAE dans son avis. Ces sources comportent des erreurs structurelles connues, en particulier :

- la non-intégration des constructions illicites,
- le décalage entre réalité parcellaire et données fiscales,
- la faiblesse du renseignement cadastral sur plusieurs communes rurales.

C'est précisément pour pallier cette insuffisance que la CANGT a mobilisé une méthode d'analyse directe, basée sur un examen visuel précis des orthophotographies successives, garantissant une mesure réelle, consolidée et contrôlée de la consommation d'espace.

Par ailleurs, contrairement aux remarques de la MRAE, il est également important de rappeler que :

- L'EIE n'a pas à vérifier la consommation d'espace.
- Les données et la méthode de la CANGT n'ont pas à être conformes à celles du Portail de l'artificialisation.
- Le Nord Grande-Terre a eu une ambition très importante de réduction de la consommation d'espaces, allant bien au-delà des exigences réglementaires :
 - le SCoT du Nord Grande-Terre **n'a pas l'obligation réglementaire d'être conforme aux objectifs ZAN tels qu'appliqués en métropole, et notamment à l'obligation des -50% d'ici 2030**, contrairement à ce qu'annonce la MRAE dans son avis. C'est une spécificité des DOM inclus dans la Loi climat et résilience ;
 - **Cependant, le territoire Nord Grande Terre a pourtant fait le choix volontaire d'intégrer ce principe dans le calcul de sa trajectoire ZAN, en enlevant près de 100 hectares à sa trajectoire ZAN** pour atteindre les - 50% de consommation d'ici 2030, sur la base de sa consommation de référence 2011-2020 ;

Ainsi, loin d'augmenter sa consommation, le SCoT réduit de manière significative sa trajectoire, au-delà **des obligations légales applicables dans les territoires ultramarins**.

Cette démarche volontaire des élus constitue un élément important de la stratégie territoriale et sera davantage mise en avant afin d'éviter toute interprétation divergente.

Une clarification de la méthode et des données sera apportée dans l'EIE pour garantir la compréhension de la démarche et mettre en évidence la robustesse du calcul ainsi que la cohérence globale de la trajectoire retenue par la CANGT.

Prise en compte du recul du trait de côte et des risques naturels

Recommandation MRAE Compléter l'état initial de l'environnement par une analyse technique et cartographique de l'aléa érosion côtière et du recul du trait de côte, afin de l'intégrer comme une donnée de référence pour la conception du projet.

Traduire ce diagnostic en prescriptions dans le document d'orientations et d'objectifs, afin que cet enjeu soit pris en compte pour les choix d'aménagement résilients face aux risques naturels, notamment pour les extensions urbaines ou les infrastructures prévues dans les secteurs exposés à l'horizon du SCoT. Il conviendrait également de réaliser une évaluation des coûts d'investissement liés aux mesures de prévention et d'adaptation, afin de hiérarchiser les interventions et d'optimiser les choix stratégiques en fonction des capacités financières du territoire.

Réponse Nord Grande Terre : Au Nord Grande-Terre, les communes de Le Moule et Port-Louis sont identifiées dans les communes dont l'action en matière d'urbanisme et politique en matière d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydro-sédimentaires entraînant l'érosion du littoral (décret n°2022-750 du 29 avril 2022 par l'article 239 de la loi Climat et Résilience). Afin d'avoir une action coordonnée, ces deux communes ont sollicité la CANGT pour un portage des études à mener dans un délai de 3 ans et destinées à réaliser une cartographie de la zone exposée au recul du trait de côte à l'horizon 30 et 100 ans dont les résultats définitifs sont attendus pour début 2026.

Ainsi, la CANGT est le seul territoire de Guadeloupe où **ce travail de cartographie de l'érosion côtière et du recul du trait de côte est mené par l'échelon intercommunal**, incluant une analyse fine des dynamiques géomorphologiques littorales ainsi que des secteurs d'exposition à court, moyen et long terme.

Les éléments issus de la réflexion sur deux communes situées sur les façades littorales Est et Ouest constituent déjà une base solide l'ensemble des 5 communes et donc pour le projet de SCoT.

Ainsi, l'intégration de cet enjeu dans le projet est assurée à travers les prescriptions du DOO relatives à la gestion des risques littoraux, qui encadrent strictement :

- la localisation des extensions urbaines à proximité du littoral ;
- la prévention de l'exposition des populations et des biens aux aléas côtiers ;
- la gestion stratégique du recul du trait de côte à l'échelle intercommunale ;
- la relocalisation progressive des enjeux lorsque cela est nécessaire.

Les prescriptions P12 à P15 du DOO définissent précisément les principes d'aménagement en zones littorales exposées, encadrant les implantations nouvelles, limitant les pressions sur les milieux sensibles, et organisant la prise en compte du recul du trait de côte dans les projets publics et privés

Recommandation MRAE :

- *Intégrer dès le départ la prévention des risques liés au changement climatique dans l'urbanisme, en privilégiant des stratégies d'aménagement résilientes (...)*
- *Compléter le Document d'Orientations et d'Objectifs pour aborder en priorité les RNT (...).*



Le SCoT Nord Grande-Terre intègre l'ensemble des risques majeurs auxquels le territoire est soumis : inondation, submersion marine, retrait-gonflement des sols argileux, aléas littoraux, mouvements de terrain, risques technologiques liés aux installations classées. Cette intégration s'appuie sur les diagnostics du PAS, le volet "Risques" de l'EIE, et les prescriptions du DOO (chapitre B.I « Risques naturels »).

Les prescriptions P12 à P20 du DOO organisent explicitement :

- l'inconstructibilité des secteurs soumis aux aléas les plus forts ;
- l'encadrement des projets en zone d'aléa modéré ou faible ;
- la prise en compte du recul du trait de côte ;
- la nécessité d'études préalables dans les zones exposées ;
- l'articulation obligatoire avec les PPRN et la GEMAPI.
- Les prescriptions garantissent une compatibilité ascendante avec :
 - les Plans de Prévention des Risques ;
 - les orientations de la GEMAPI ;
 - le volet littoral du SCoT (prescriptions P12 à P15 notamment) ;
 - les objectifs d'adaptation au changement climatique.

Le SCoT, en tant que document stratégique, ne peut pas définir une cartographie fine des zones de cavités ou des mouvements de terrain, mais il encadre déjà l'urbanisation en zone exposée par des prescriptions précises et opposables.

Le SCoT organise ainsi la non-exposition de nouveaux enjeux dans les zones vulnérables et garantit que les projets locaux (PLU/PLUi) devront intégrer les risques dès la conception.

Milieus naturels et biodiversité

Recommandation MRAE

- *Compléter le chapitre consacré aux milieux naturels et à la biodiversité par une analyse fonctionnelle approfondie des continuités écologiques (...)*
- *Qualifier la fonctionnalité écologique des continuités (état, fragmentation, priorités de restauration) afin de hiérarchiser les secteurs à préserver ou à restaurer ;*
- *Compléter la présentation de la méthodologie de construction de la Trame Verte et Bleue (...)*
- *Poursuivre le travail d'analyse de la fonctionnalité des continuités écologiques, en distinguant les secteurs en bon ou en mauvais état de conservation (...)*

Réponse Nord Grande Terre : le projet de SCoT s'appuie sur une Trame verte et bleue définie à partir d'une **démarche analytique fine**, issue du travail réalisé dans le **Plan Communautaire de l'Environnement (PCE)**. Ce document comprend un diagnostic complet détaillant les milieux fonctionnels, leur état de conservation, l'identification des continuités écologiques ainsi qu'une évaluation de leurs enjeux fonctionnels, de leurs fragilités, de leurs ruptures et des besoins éventuels de restauration.

L'État Initial de l'Environnement et la **Justification du projet** présentent déjà ces éléments, qui structurent la TVB du SCoT et fondent les prescriptions environnementales du DOO. **Cependant**, compte tenu de la richesse et de la précision des données issues du PCE, l'EIE et la Justification du projet pourront être complétés par des **cartographies supplémentaires** et par une **analyse**



synthétique issue directement du PCE, afin d'explicitier davantage les continuités écologiques, leur hiérarchisation et leurs secteurs de fragilité.

Il convient également de rappeler qu'une action spécifique du **programme d'actions** identifie clairement les **leviers opérationnels en matière de restaurations des continuités écologiques, en lien avec l'action du PCE, permettant de compléter l'approche du DOO**, lequel assure déjà la traduction réglementaire nécessaire dans les futurs PLU, notamment via des prescriptions imposant la préservation durable de ces milieux, leur maintien et, lorsque cela s'avère nécessaire, leur restauration.

Recommandation MRAE : renforcer la traduction réglementaire de ces enjeux dans le Document d'Orientations et d'Objectifs, afin que les espaces identifiés comme sensibles ou stratégiques pour la biodiversité bénéficient d'un niveau de protection effectif (prescriptions localisées, critères d'inconstructibilité, encadrement des usages).

Rendre opposables dans le Document d'Orientations et d'Objectifs les dispositions relatives à la trame verte et bleue, aux zones humides, mares et corridors écologiques, en y associant des marges de recul et des règles d'aménagement adaptées ;

Réponse Nord Grande Terre : Le DOO intègre une **TVB consolidée**, réalisée à partir :

- de la hiérarchisation des réservoirs écologiques ;
- de la définition des continuums par milieux (boisés, ouverts, humides, littoraux) ;
- de l'identification des obstacles et zones fragmentantes ;
- de la qualification fonctionnelle des corridors.

Les prescriptions 1 à 5 du DOO garantissent l'opposabilité de ces continuités, en imposant :

- la préservation des milieux supports de la TVB ;
- la non-aggravation des discontinuités ;
- la restauration des corridors dégradés ;
- l'application des principes d'ingénierie écologique.

Le Programme d'action complète ce cadre par des actions opérationnelles relatives à :

- la restauration des corridors écologiques ;
- la valorisation des milieux humides ;
- la renaturation littorale ;
- le traitement écologique des espaces agricoles support de continuités.

La TVB proposé par le SCoT de Nord Grande terre apparait très prescriptive, opposables, systémique et se comporte qui plus est d'un volet opérationnel grâce à son programme d'action.

Recommandation MRAE : Mettre en place un dispositif de suivi environnemental (annexe 7) intégrant des indicateurs relatifs à la fonctionnalité des corridors, à l'évolution des surfaces naturelles et à l'efficacité des mesures de restauration.

Réponse Nord Grande Terre : Il convient de préciser que l'annexe 7, consacrée aux indicateurs de suivi, intègre déjà plusieurs indicateurs relatifs à la biodiversité et directement liés aux continuités écologiques et aux milieux naturels. Y figurent notamment le suivi de :



- Surface des réservoirs de biodiversité traduite
- Surfaces, linéaires ou nombre d'éléments de la trame verte et bleue protégés dans
- Les zones humides et cours d'eau
- Nombre de corridors à restaurer concernés par des actions de restauration
- Surface classées en zone N ou A
- Évolution du mode d'occupation du sol par grand type d'espace (agricole, forestier, naturel, urbanisé)

Ces indicateurs permettent déjà d'assurer un suivi structurel et fonctionnel de la biodiversité au regard des objectifs du SCoT.

Recommandation MRAE : *Prescrire l'interdiction d'utilisation des espèces exotiques envahissantes, encourager la plantation d'espèces locales adaptées aux conditions écologiques du Nord Grande-Terre, et intégrer des protocoles d'éradication visant non seulement à leur élimination mais aussi à prévenir leur dispersion sur le territoire. ;*

Réponse Nord Grande Terre : Les prescriptions du DOO prévoient déjà l'obligation d'utiliser des **espèces endémiques** adaptées aux conditions écologiques du Nord Grande-Terre. Ce principe permet d'éviter l'introduction ou la dissémination d'espèces exotiques envahissantes. Le terme « espèces envahissantes » pourra toutefois être ajouté en complément, afin de préciser explicitement cet interdit.

Recommandation MRAE : *Intégrer explicitement dans le Document d'Orientations et d'Objectifs les objectifs de replantation du linéaire végétal littoral et de recours à l'ingénierie écologique, notamment dans les zones littorales exposées ;*

Réponse Nord Grande Terre : Enfin, le linéaire littoral, particulièrement sensible aux pressions, fait l'objet de prescriptions renforcées (P12 à P15) et d'actions ciblées (R5, R20). Le DOO encadre strictement les projets en façade pour préserver la continuité écologique littorale. Cependant un complément pourra être proposé sur ces aspects.

Recommandation MRAE *Enfin, elle invite le porteur de projet à intégrer ces éléments dans le rapport de présentation pour garantir la cohérence entre l'état initial, le Projet d'aménagement stratégique et les mesures de préservation du Document d'Orientations et d'Objectifs.*

Réponse Nord Grande Terre : Il n'existe plus de rapport de présentation dans les SCoT depuis la réforme de 2015. La formulation de la recommandation pourrait prêter à confusion pour le public et pour les personnes publiques associées, dans la mesure où elle fait référence à un document qui n'existe plus dans la procédure actuelle du SCoT.

Le dossier du SCoT du Nord Grande-Terre ne comporte donc pas ce type de document. Les éléments mentionnés par la MRAE **sont déjà intégrés dans les pièces appropriées** de l'évaluation environnementale, en particulier **l'analyse des incidences** et la **justification des choix du projet**, ainsi que **dans les annexes associées**.



Complément d'explication de l'analyse des incidences du plan sur l'environnement

Recommandation MRAE compléter la présentation de la méthode d'analyse des incidences par une explication plus pédagogique de la matrice multicritère (...)

Réponse Nord Grande Terre : un complément sera apporté à la présentation de la méthode, sous la forme d'un schéma illustratif basé sur un exemple concret. Ce schéma sera intégré en début de l'analyse des incidences afin de rendre la démarche plus pédagogique. Il explicitera les **critères d'évaluation**, ainsi que la manière dont les **coefficients sont calculés et pondérés**, ce qui permettra de mieux comprendre le fonctionnement de la matrice multicritère.

Analyse de la séquence ERC

Recommandation MRAE revoir la présentation des mesures de la séquence « éviter-réduire-compenser » (...)

Réponse Nord Grande Terre : Un **tableau récapitulatif** précisant les différents types de mesures relevant de la séquence « éviter – réduire – compenser » présents dans le SCoT sera ajouté. Il mettra en évidence la manière dont ces mesures s'inscrivent dans le principe itératif de l'évaluation environnementale et permettra de mieux faire ressortir l'ensemble de la démarche ERC.

En revanche, il n'est pas possible, à l'échelle d'un SCoT, d'identifier des secteurs potentiels de restauration écologique ou des zones d'accueil mutualisées pour d'éventuelles mesures compensatoires. Par nature, ces mesures dépendent des **incidences réelles des projets futurs et ne peuvent donc pas être définies à l'avance** dans un document stratégique. L'évaluation environnementale doit rester conforme au niveau de précision d'un SCoT, sans anticiper des localisations qui relèvent des documents opérationnels et des études de projet.

Toutefois, le **programme d'actions** prévoit bien la mise en place d'outils permettant de préparer ces dispositifs, notamment dans le cadre des réflexions sur la compensation ZAN et de leur traduction future au sein du **PLUi**, où ces éléments pourront être définis de manière précise et opérationnelle.

Recommandation MRAE mettre en place un dispositif de gouvernance dédié afin de coordonner, mutualiser et suivre la mise en oeuvre des mesures compensatoires à l'échelle du territoire. Ce dispositif permettrait de garantir une traçabilité et une cohérence d'ensemble des actions menées, en assurant leur efficacité écologique et territoriale dans la durée.

Réponse Nord Grande Terre : le **programme d'actions** comme indiqué précédemment prévoit la mise en place de tels outils, projets ou actions (ex. : **PLUi**, Mise en place de stratégie foncière, sur le littoral, il prévoit de développer les infrastructures légères, réduire les impacts environnementaux de la fréquentation, gérer les usages,...).

Analyse de l'ambition démographique au regard des tendances observées

Recommandation MRAE :



- **Démontrer le bien fondé du scénario de stabilisation en explicitant, dans le rapport de justification (Annexe 3), quels leviers et politiques publiques concrets permettront d'inverser la tendance démographique observée ;**
- **Mettre en perspective ce scénario avec les gisements fonciers endogènes, notamment en approfondissant l'analyse de la vacance des logements et le potentiel de réhabilitation du parc existant avant de justifier les besoins en extension.**

Réponse Nord Grande Terre :

Le volet **ZAN** intègre déjà la demande de la MRAE, tels que définis dans la justification du projet, avec une **analyse précise des gisements fonciers endogènes**, incluant la vacance, le renouvellement urbain, la densification et la réhabilitation du parc existant. Le SCoT prévoit expressément une **séquence de mobilisation prioritaire** :

1. mobilisation des logements vacants,
2. densification des tissus existants,
3. réhabilitation du bâti,
4. et seulement en dernier recours, justification d'éventuelles extensions.

Un complément circonstancié pourra être intégré dans la justification afin d'explicitier davantage ce scénario.

Il convient toutefois de préciser que le mécanisme décrit dans l'avis de la MRAE **ne prend pas en compte la réalité démographique spécifique de la Guadeloupe**, notamment :

- le rôle important du **solde naturel** et la **diminution de la population essentiellement liée au départ des jeunes actifs**, phénomènes qui sont déterminants dans l'évolution démographique du Nord Grande-Terre.
- les effets du **desserrement des ménages**.

Le scénario de stabilisation repose donc sur **des leviers concrets et réalistes**, déjà identifiés dans le SCoT et portés par les **politiques publiques de développement économique** en cours et projetés dans le SCoT.

Les objectifs de création d'emplois inscrits dans le projet permettront ainsi notamment de retenir une partie des **jeunes nés sur le territoire au moment de leur entrée dans la vie active**, ainsi que de **favoriser le retour d'une partie des actifs partis en métropole**.

Ce scénario demeure pleinement cohérent avec les dynamiques propres au territoire guadeloupéen.

Vérification de la compatibilité avec les autres plans et programmes

Recommandation MRAE : compléter l'Annexe 4 en explicitant ces articulations, afin de garantir la cohérence du projet avec les politiques régionales de gestion des déchets et de l'habitat, et d'actualiser les références réglementaires dès l'adoption du programme local de l'habitat intercommunal ;

Réponse Nord Grande Terre : Un complément pourra être apporté dans l'Annexe 4 concernant l'articulation avec les documents cadres relatifs à la gestion des déchets, même si le projet de



SCoT n'est pas directement soumis à cette hiérarchie de normes. Ce rappel permettra d'améliorer la lisibilité de l'ensemble.

S'agissant du **Programme Local de l'Habitat (PLH)**, l'avis de la MRAe semble inverser la hiérarchie des normes. En effet, le PLH doit être **compatible avec le SCoT**, et non l'inverse. Le PLH intercommunal approuvé récemment devra donc démontrer sa compatibilité avec les orientations du SCoT lors de sa révision. Néanmoins, il convient de noter que lors de son élaboration, les orientations retenues par le PLH ont fait l'objet d'analyse et d'échanges afin de s'assurer de la bonne articulation avec le SCoT.

Prise en compte des enjeux de mobilité

Recommandation MRAE

- *Renforcer la portée normative des dispositions P26, P27 et P28 (...)* ;
- *Intégrer explicitement les obligations réglementaires dans la disposition P27 (Modes actifs) (...)*
- *Compléter la disposition P28 (Stationnement) ; (...)*
- *Intégrer à la disposition P26 (Services dans les bourgs); (...)*
- *Prévoir les modalités d'une concertation structurée avec les usagers (...)*
- *Assurer la compatibilité du projet Kéti avec le schéma de cohérence territoriale, en :*

Réponse Nord Grande Terre : Les dispositions P26, P27 et P28 relèvent, comme l'ensemble des prescriptions du DOO, d'un **principe de compatibilité**, conformément au rôle opposable du SCoT vis-à-vis des PLU et PLUi. Leur portée normative s'exerce donc dans ce cadre réglementaire.

Le **Plan de Mobilité (PDM)** du Nord Grande-Terre, lors de sa révision, viendra compléter et préciser ces dispositifs, notamment pour les éléments proposés en complément à la disposition **P26**. Il en va de même pour les attentes liées au projet **Kéti**, dont plusieurs éléments mentionnés par la MRAe relèvent davantage du PDM que du SCoT, et pourront être prise en charge par le Nord Grande Terre dans ce cadre.

Un complément pourra être toutefois apporté à la **prescription P28**, notamment sur le volet **accessibilité**.

S'agissant de la concertation, le **programme d'actions** du SCoT comprend déjà une fiche transversale dédiée à la **concertation et à la gouvernance**, applicable à l'ensemble des thématiques, y compris celle des mobilités. Cette organisation garantit une prise en compte structurée des différents publics dans les différentes phases de mise en œuvre du SCoT

Prise en compte des enjeux environnementaux sur les espaces économiques

Recommandation MRAE

- *Renforcer l'encadrement environnemental des orientations économiques du SCoT afin de prévenir la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. À ce titre, il conviendrait :*
 - *Intégrer, pour les nouvelles zones d'activités et les projets touristiques, des critères explicites de compatibilité écologique, fondés sur la préservation des continuités écologiques et des milieux sensibles ;*
 - *Identifier la prescription P.58 – « Définir les besoins en zones d'activités complémentaire » comme une disposition à incidences environnementales*

fortes, en y associant des mesures ERC (Éviter, Réduire, Compenser) adaptées aux enjeux locaux ;

- *revoir les localisations préférentielles de centralités (notamment Bosredon et Vieux-Bourg à Morne-à-l'Eau) afin d'exclure les espaces naturels à enjeux ou, à défaut, d'y imposer des prescriptions strictes de préservation des habitats.*
- *Compléter l'évaluation environnementale des orientations économiques en précisant :*
 - *les incidences potentielles sur les milieux agricoles, la ressource en eau et les paysages, ainsi que les effets cumulés des opérations de requalification économique ;*
 - *un dispositif de suivi dédié au foncier économique (...)*
- *Renforcer la mise en cohérence entre les volets économique et environnemental du SCoT, en s'appuyant sur la transition énergétique et les filières locales comme leviers conjoints de développement et de résilience territoriale.*

Réponse Nord Grande Terre : L'ensemble des **prescriptions P1 à P5** relatives à la trame verte et bleue s'appliquent pleinement aux zones d'activités économiques et touristiques. Elles imposent la préservation des fonctionnalités écologiques, la protection des milieux naturels sensibles et l'évitement de toute atteinte aux continuités écologiques.

Les prescriptions **P58 à P60** encadrent également le développement économique en garantissant :

- que toute création ou extension de zone d'activités soit justifiée par un besoin avéré (**P58**),
- que les projets respectent les milieux naturels, agricoles ou forestiers (**P59**),
- et que les nouvelles implantations privilégient les sites déjà urbanisés ou artificialisés (**P60**).
- Les projets économiques s'inscrivent dans une logique de transitions écologiques et énergétiques du territoire (**P60**)

Ces prescriptions assurent déjà un haut niveau de compatibilité écologique pour les zones d'activités et les projets touristiques, conformément aux attentes formulées par la MRAE.

Les compléments relatifs à la séquence **Éviter – Réduire – Compenser** sont traités dans la réponse précédente et s'appliquent également à ces prescriptions.

Concernant **Bosredon** et **Vieux-Bourg**, ces espaces sont soumis aux mêmes prescriptions strictes que le reste du territoire, en particulier les prescriptions **P1 à P5** relatives à la trame verte et bleue, qui garantissent la préservation des milieux naturels et des continuités écologiques. Ces orientations seront rappelées pour éviter toute interprétation ambiguë.

Concernant les incidences potentielles sur les milieux agricoles et naturels des espaces économiques, elles sont prises en charge et détaillées dans la partie **analyse des incidences** relative à ces milieux, ainsi que dans les **SSEI**.

Par ailleurs, le dispositif de suivi du SCoT comprend déjà un indicateur spécifique permettant de suivre l'évolution du foncier économique à travers l'indicateur « **Évolution du mode d'occupation du sol par grand type d'espace (agricole, forestier, naturel, urbanisé)** ».



Réduction des émissions de gaz à effet de serre et développement des énergies renouvelables

Recommandation MRAE : *renforcer la portée prescriptive du Document d'Orientations et d'Objectifs pour garantir la cohérence entre l'objectif de réduction des GES et le développement des énergies renouvelables, en :*

- *Précisant les critères de localisation (priorité aux sites artificialisés ou dégradés) ;*
- *Encadrant l'agrivoltaïsme pour garantir le maintien des fonctions agricoles et écologiques ;*
- *Intégrant au suivi une évaluation des gains carbone attendus du développement des énergies renouvelables ;*
- *Favorisant la production locale d'énergie renouvelable dans les zones d'activités, les bâtiments publics et les nouveaux projets urbains.*

Réponse Nord Grande Terre : L'évaluation GES du SCoT démontre déjà une bonne appropriation des enjeux climatiques et une portée prescriptive affirmée. Elle n'a pas vocation à être augmentée davantage dans le SCoT. En effet, en réponse à la recommandation de la MRAE il convient de préciser que s'agissant :

- **Des critères de localisation (priorité aux sites artificialisés ou dégradés) :** la prescription P22 prévoit déjà des critères de localisation privilégiant les sites artificialisés ou dégradés pour l'accueil des projets d'énergies renouvelables.
- **D'encadrer l'agrivoltaïsme :** l'agrivoltaïsme répond à une nomenclature très stricte issue de la loi, qui garantit le maintien des fonctions agricoles. Les prescriptions relatives à la TVB encadrent par ailleurs strictement les éléments de continuité écologique.
- **Intégrer au suivi une évaluation des gains carbone attendus du développement des énergies renouvelables :** Le PCAET est en cours d'actualisation et réalise ce suivi. Un indicateur d'articulation avec le PCAET pourra être proposé.
- **De favoriser la production locale d'énergie renouvelable dans les zones d'activités :** La prescription P60 précise déjà les attentes en matière d'intégration de la production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités et les opérations d'aménagement. Elle encourage la mobilisation des toitures, des ombrières, des équipements publics et des projets urbains pour contribuer à la transition énergétique du territoire.